



# France Ô privatise l'information ?

**Depuis ce lundi 6 février 2017, France Ô, chaîne de service public pour l'outre-mer dispose d'une nouvelle rédaction, venue tout droit d'une boîte de production qui a parait-il le statut d'agence de presse ! Cette entreprise a désormais en charge une session d'information de 52 minutes au quotidien à midi. Une première sur la chaîne nationale qui n'accorde d'ordinaire que peu de place à l'information des Outre-mers. Mettre plus d'informations ultramarines est donc en soi une très bonne chose, mais pourquoi le faire avec une société de production ? Pourquoi externaliser l'information ?**

Parce que nous n'avons pas les moyens nous dit-on ? Pas les moyens ? La réduction d'ETP devient une obsession. La direction de l'info Outre-mer veut d'ailleurs coûte que coûte éviter de mettre en consultation 5 postes vacants dans la future rédaction commune et ce malgré l'engagement du président du CE siège avec l'aval du directeur exécutif du pôle outre-mer, Wallès Kotra.

Au lieu de donner les moyens aux journalistes de la chaîne de développer les sessions d'informations, la direction crée une entité pirate... Au lieu de recruter pour assumer un nouveau travail, une nouvelle mission, la direction confie à un sous-traitant le surcroît d'activité ainsi dissimulé.

Faire place à une rédaction alternative qui peut, de plus, puiser allègrement dans la banque de données des sujets des journalistes des premières et de France Ô, pose également des questions fondamentales. L'accord sur les droits d'auteurs est-il respecté ? Que deviennent les sujets acquis par cette boîte de production sans l'accord des auteurs ?

Créer une rédaction parallèle c'est dénier toute responsabilité sur l'info aux journalistes salariés de France Ô. Outre l'humiliation ressentie, la personne morale que constitue la rédaction n'est-elle pas passée au rebut ?

**Le SNJ s'insurge contre cette dévitalisation de la rédaction de Malakoff, déjà amputée d'un collectif de journalistes spécialistes de l'Afrique.**

**Le SNJ s'inquiète de ces décisions prises en catimini et sera extrêmement vigilant face aux menaces qui planent sur la rédaction de Malakoff.**

Malakoff, le 7 février 2017